

Paris, le vendredi 7 juillet 2017

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

La Fédération bancaire française salue la mobilisation exceptionnelle des pouvoirs publics pour renforcer l'attractivité de la Place de Paris

Les banques françaises saluent la mobilisation au plus haut niveau du Gouvernement et des élus d'Ile-de-France, pour faire de Paris la première place financière de l'Union Européenne de l'après Brexit. C'est un signal fort donné aux acteurs économiques de la Place de Paris, qui portent cette ambition collective et se battent au quotidien pour sa compétitivité.

L'industrie bancaire est un des principaux atouts de la Place de Paris. La présence sur le territoire français de quatre des plus grandes banques de la zone euro¹ et de nombreuses banques étrangères est un atout considérable de notre place financière.

Les mesures annoncées par le Premier ministre Edouard Philippe, la maire de Paris Anne Hidalgo, la présidente de la Région Ile-de-France Valérie Pécresse et le président de la Métropole du Grand Paris, Patrick Ollier sont très importantes.

Les acteurs économiques demandent depuis longtemps davantage de prévisibilité et de stabilité en matière économique, fiscale et sociale.

Les acteurs financiers ont également des besoins spécifiques auxquels les mesures annoncées répondent en partie. Elles portent notamment sur le coût du travail, particulièrement pénalisé dans le secteur financier par une taxe spécifique sur les salaires. La suppression de la tranche marginale de cette taxe instaurée en 2013, et pesant sur les salaires à haute valeur ajoutée, est une mesure particulièrement indispensable. L'exclusion des bonus du calcul des indemnités prud'homales complètera les profondes réformes du code du travail engagées par le Gouvernement pour donner plus de visibilité et de flexibilité aux acteurs économiques.

Ces décisions répondent ainsi aux principaux freins au développement de leurs activités sur notre territoire signalés par les banques étrangères présentes en France et membres de la Fédération bancaire française (FBF). Ce sont donc des signaux forts pour les établissements financiers internationaux souhaitant s'installer en France ou y développer leurs activités.

Elles reviennent sur des mesures très pénalisantes en termes d'attractivité, comme la taxation des opérations « intraday » (opérations débloquées dans la journée).

Ces mesures s'inscrivent dans une démarche volontariste des pouvoirs publics encore illustrée récemment par le déplacement à New York du ministre de l'Economie et des Finances Bruno Le Maire.

¹ « 2016 list of global systemically important banks » - Financial Stability Board

Les collectivités locales ont également pris des engagements pour répondre très concrètement aux besoins des salariés internationaux, comme l'ouverture d'écoles internationales en région parisienne, et l'amélioration des transports entre l'aéroport Charles de Gaulle et Paris.

Cette mobilisation générale est nécessaire pour bien positionner la zone euro et la France, dans une concurrence européenne et internationale accrue, et constitue un véritable enjeu de souveraineté économique.

L'Europe doit aussi prendre en main son destin car l'ambition des places financières européennes passe aussi par celle de l'Europe. Ainsi la relance du projet d'Union des marchés de capitaux (UMC) est nécessaire. Cela signifie également l'abandon des réglementations inadaptées à son modèle de financement de l'économie. Il est aussi urgent de retirer les textes en discussion à Bruxelles sur la réglementation des risques de marché (dite "FRTB"), prévue par l'accord de Bâle en cours de discussion, alors que les États-Unis ont annoncé qu'ils ne la mettraient pas en œuvre.

A l'occasion de ces annonces Marie-Anne BARBAT-LAYANI, directrice générale de la Fédération bancaire française, a déclaré : *« C'est un jour très important pour la Place de Paris. La mobilisation du gouvernement, de la région Ile-de-France, de la Métropole du Grand Paris et la Mairie de Paris concrétisent une action indispensable en faveur des activités de marchés et de l'attractivité de la Place, et une reconnaissance du rôle essentiel des banques dans l'économie. Les banques françaises partagent l'ambition des pouvoirs publics. »*

CONTACTS

Céline CASTEX : 01 48 00 52 66 - ccastex@fbf.fr
Terence DE CRUZ : 01 48 00 50 70 - tdecruz@fbf.fr
FBFservicedepresse@fbf.fr



Suivez-nous sur Twitter
[@FBFFrance](https://twitter.com/FBFFrance)